

Les socialistes du Loiret entre désarroi et mobilisation

CONFIANCE

Pas facile par les temps qui courent, d'assumer la nouvelle gouvernance Valls pour nombre de militants socialistes orléanais. Mais si les sympathisants se ne bousculent pas au portillon pour défendre le gouvernement, les élus locaux serrent les rangs.

Par Laurent Rouault.

Entre scandales et politique économique « libérale », il y a longtemps qu'à Orléans de nombreux militants ou sympathisants ont pris leurs distances... Cela fait un bruit de fond sur les réseaux sociaux. Mais dans le Loiret, pas de frondeurs célèbres. La seule députée socialiste du cru Valérie Corre a signé l'appel au rassemblement derrière François Hollande le 28 août dernier. Quant à Jean-Pierre Sueur, pour quelques semaines encore*, président de la commission des Lois au



Sénat, il reste inébranlable, fidèle à lui-même. « La situation est très difficile... Il y a ceux qui se lamentent et ceux qui se retroussent les manches... Je suis de ceux qui se retroussent les manches ». Le sénateur PS du Loiret a préféré arpenter les comices agricoles de Chatillon-Coligny plutôt que l'Université d'été de la Rochelle. C'est tout dire. Du côté des jeunes socialistes, difficile aussi même en tendant l'oreille de percevoir des noms d'oiseaux en direction des ministres... Yann Chaillou, 21 ans, chômeur, titulaire d'un BTS commu-

nication et responsable départemental de JS assume une ligne sociale démocrate. Et reste droit dans ses bottes. « En 2012, les Français ont voté pour le redressement économique de la France, c'est ce que le gouvernement est en train de faire ». Seule Corinne Leveleux, la très malheureuse candidate PS aux élections municipales d'Orléans laisse entendre une voix tout à fait discordante. « Je suis consternée par les scandales. Mais de ce point de vue la situation est aussi catastrophique à gauche qu'à droite et celle-ci ne donne

Corinne Leveleux, conseillère régionale PS, est l'une des rares élues dont on entend une voix discordante du discours officiel.

pas le sentiment qu'une alternance démocratique soit mûre ». Et Corinne Leveleux de poursuivre: « le parti est en plein désarroi. Le ligne du gouvernement Valls 2 interroge. Ce n'est pas là-dessus que nous avons fait campagne en 2012... Mon malaise vient de là. Un telle inflexion de ligne sans en avoir discuté auparavant entre nous, sans en avoir référé aux Français, cela prépare de grandes déconvenues électorales... Nous sommes déconnectés du peuple et en état de divorce d'avec l'opinion... » En ces temps difficiles, Jean-Pierre Sueur plus que jamais prend de la hauteur pour mettre en perspective les enjeux. « Il revient à la gauche de faire ce qu'aucun gouvernement n'a fait en France depuis 20 ans. C'est notre responsabilité. Retrouver de la compétitivité, baisser les charges des entreprises, baisser les dépenses publiques. Je suis en phase avec cette politique là mais il faut de la justice... » Et aussi écouter les préoccupations du peuple de gauche. Car pour Jean-Pierre Sueur, « il y a l'inconscient de la gauche qu'il faut savoir écouter. Depuis plus d'un siècle et demi, la gauche s'est construite dans la lutte contre le grand capital, les patrons, le profit...

En réalité, dans notre pays, il n'y a pas un maire qui ne se bat dans sa commune en faveur des entreprises... Nous sommes des sociaux démocrates mais à l'inverse de nos voisins allemands, par exemple, nous n'avons pas fait notre mutation... » Le mythe de la rupture avec le capitalisme qui avait fait élire un certain François Mitterrand a la vie dure. Et voilà peut-être pourquoi à gauche certains trouvent scandaleux qu'un Premier ministre dise aux dirigeants de PME qu'il aime les entreprises. « Mais ce qui serait anormal ce serait de dire qu'il n'aime pas les entreprises » souligne Jean-Pierre Sueur, plus prêt que jamais à incarner durablement à Orléans, un socialisme modernisé capable de relever les difficiles défis d'un avenir incertain.

*Le 28 septembre, les élections partielles visant à renouveler 178 sièges de sénateurs devraient consacrer la victoire de la droite. Avec à la clé la perte pour les socialistes de la présidence et des postes clés de la Haute Assemblée dont celui de la présidence de la commission des Lois occupée par Jean-Pierre Sueur.